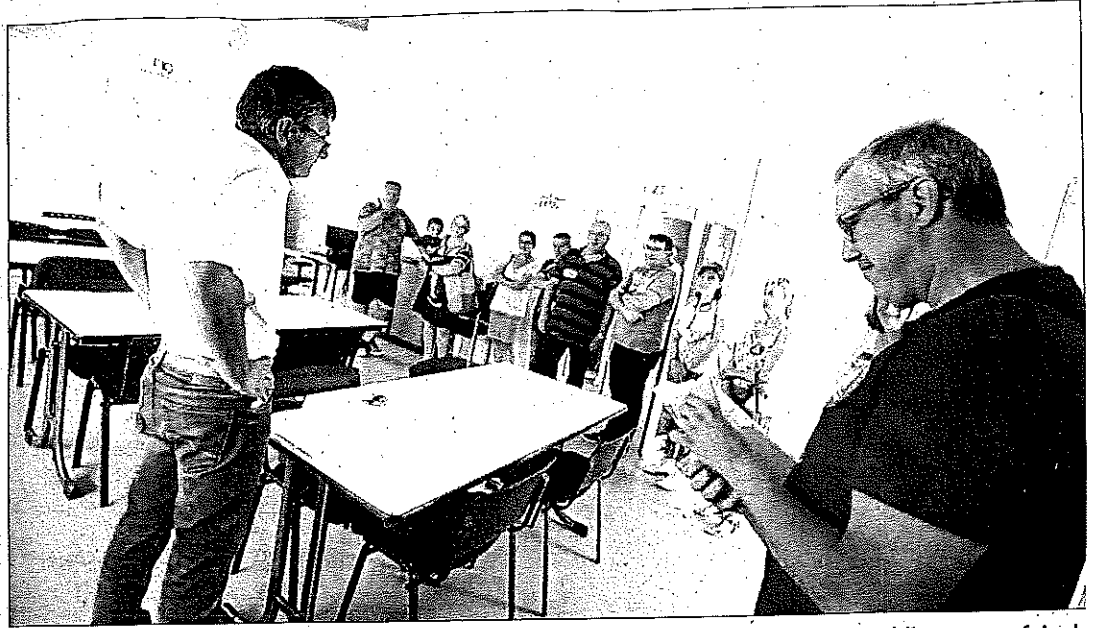


La maison des services au public, un « mensonge »



Le maire de Sarliac, Alain Buffière, a répondu à l'invitation des syndicats des finances publiques pour faire le point sur sa maison des services au public. Pour les deux parties, c'est n'est qu'un coup de com'. PHOTO R. L.

Pierre-François TALMA
redactiondl@dordogne.com

« **C**è qu'on présente comme davantage de proximité, c'est vide de sens, c'est un mensonge organisé. » Nathalie Subrenat, de Solidaires Finances publiques, ne décolère pas. Ce « mensonge organisé », Emmanuel Macron l'avait pourtant inauguré en grande pompe il y a exactement un an. La maison des services au public de Sarliac-sur-l'Isle est décrite sur le papier comme un regroupement de services publics de proximité. Mais en pratique, le compte n'y est pas.

« Aucun service de l'État »

« Il y a un médecin, un bureau de poste, mais aucun service de l'État », s'agace le maire, Alain Buffière. En particulier, le service des finances publiques. Le président l'avait annoncé : « On continuera à fermer des trésoreries. Mais on va remettre en avant les guichets uniques, surtout dans les zones rurales, où la transition numérique peut pren-

Il y a un an, la maison des services au public de Sarliac était inaugurée par Emmanuel Macron. Elle devait accueillir un guichet délocalisé des finances publiques. Mais le maire et les syndicats s'accordent à dire que le compte n'y est pas.

dre plus de temps. » À Sarliac, le Trésor public, on l'attend encore. « Ici, il n'y a pas de bureau, les locaux ne le permettent pas. Matériellement et humainement, ce n'est pas possible. » Car le vrai problème pour le maire, c'est le transfert des missions de l'État dans le carcan communal. Les agents des finances publiques supposés travailler dans ces maisons de services publiques ne seront en effet plus des fonctionnaires d'État mais des agents communaux, au nom-

bre de deux. Impossible, et l'état, pour Alain Buffière. C'est ce qu'il explique aux différents syndicats - CGT, FO, Solidaires qui l'ont invité à faire un bilan de cette première année d'existence de la maison des services au public.

« Les gens souffrent et ont besoin de services »

« Les collectivités n'ont pas les moyens d'offrir les mêmes services que l'État, abonde Gaëta Lejeune, de FO. Même avec les Gilets jaunes, Macron n'a pas pris conscience que les gens souffrent et ont besoin de services. »

Un vrai casse-tête pour les communes, avec la diminution tous les jours plus importante de leurs moyens financiers. « On nous sucre la DGF [Ndlr : dotatio globale de fonctionnement] et on nous demande dans le même temps de se substituer à l'État. Et à entendre les syndicalistes Alain Buffière n'est pas le seul maire de Dordogne à se dire qu'« s'est tiré une balle dans le pied » en mettant en place les maisons des services au

SARLIAC-SUR-L'ISLE

Maison de services au public : la direction des Finances publiques s'inscrit en faux

Gérard Poggioli, le directeur départemental des Finances publiques de la Dordogne n'a visiblement guère apprécié les propos tenus par les représentants du personnel concernant la maison de services au public de la commune, inaugurée l'an passé par Emmanuel Macron (lire DL d'hier). Propos qu'il qualifie d'« inexacts » et de « caricaturaux ».

« La nouvelle organisation proposée par le Ministre tend à développer le nombre de points d'accueil de proximité : le projet prévoit un accueil dans 28 communes du département contre 18 actuellement, dans les trésoreries actuelles, au sein d'une maison de services au public (MSAP), dans une des futures Maisons France services (MFS), ou encore en mairie », indique-t-il en préambule.

« Le projet d'implantation de ces points de contact, comme l'ensemble du projet de réorganisation, est soumis à la concertation des élus d'une part, souligne-t-il, des cadres, agents et représentants du personnel de la DDFIP d'autre part. »

« L'implantation d'un point d'accueil à la MSAP de Sarliac-sur-l'Isle n'est donc aucunement définitive : si cette proposition n'est pas accueillie favorablement, un autre lieu sera recherché en lien avec les élus locaux sur le canton de Trélissac », conclut-il, précisant que « les propositions d'évolution sont attendues par le Ministre pour octobre ».